De la pauvreté stable à l'instabilité dans la pauvreté

Les « travailleurs autonomes » de la région vitivinicole de Mendoza
(Argentine)

Lorena Poblete

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8630>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8630

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 24 novembre 2008

Pagination : 61-74

Référence électronique

Lorena Poblete, « De la pauvreté stable à l'instabilité dans la pauvreté », *Études rurales* [En ligne], 181 | 2008, mis en ligne le 01 janvier 2010, consulté le 29 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8630> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.8630

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_181&ID_ARTICLE=ETRU_181_0061

De la pauvreté stable à l'instabilité dans la pauvreté. Les «travailleurs autonomes » de la région vitivinicole de mendoza

par Lorena POBLETE

| Editions de l'EHESS | *Études rurales*

2008/1 - 181

ISSN 0014-2182 | ISBN 9782713221767 | pages 61 à 74

Pour citer cet article :

— Poblete L., De la pauvreté stable à l'instabilité dans la pauvreté. Les « travailleurs autonomes » de la région vitivinicole de mendoza (Argentine), *Études rurales* 2008/1, 181, p. 61-74.

Distribution électronique Cairn pour Editions de l'EHESS .

© Editions de l'EHESS . Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

DE LA PAUVRETÉ STABLE À L'INSTABILITÉ DANS LA PAUVRETÉ

LES « TRAVAILLEURS AUTONOMES »
DE LA RÉGION VITIVINICOLE
DE MENDOZA (ARGENTINE)¹

Lorena Poblete

LES TRAVAILLEURS RURAUX de la région de Mendoza (centre-ouest de l'Argentine) sont depuis toujours des travailleurs pauvres qui occupent un espace opaque entre le travail enregistré et le travail au noir. Lorsqu'ils sont enregistrés, ils le sont, pour la plupart, en tant que *contratistas*.

Le statut de *contratista*², propre aux régions viticoles argentines, est conçu comme un statut de « travailleur subordonné atypique » dans la législation car le *contratista* combine la figure du petit entrepreneur avec celle du salarié. Depuis 1973, ce statut hybride procure aux travailleurs ruraux une certaine stabilité, même dans une situation de pauvreté.

Entre 1995 et 1999³, au moment où la vitiviniculture connaît un important processus de transformation, les *contratistas* se font de plus en plus rares et sont remplacés par des « travailleurs autonomes ». Créé en 1954⁴ pour intégrer les travailleurs libéraux, entrepreneurs et artisans au système de Sécurité sociale, ce statut de « travailleur autonome » se présente comme le seul ayant la souplesse nécessaire pour permettre à l'industrie vitivinicole d'engager les changements indispensables à sa

reconversion. Cependant, en raison de ses caractéristiques mais aussi des conditions de son utilisation à Mendoza, il apparaît davantage comme une manière de brouiller les rapports de travail entre les nouveaux propriétaires des propriétés vitivinicoles et des caves à vin, d'un côté, et les anciens *contratistas*, de l'autre. La catégorie « travailleur autonome » devient donc une fiction fonctionnelle durant cette période de transition qui voit la vieille structure de l'organisation du travail se défaire alors que la nouvelle n'est pas encore mise en place. Cette fiction place les anciens *contratistas* dans une position de grande instabilité, ingérable à un certain niveau de pauvreté.

L'objectif de cet article est d'observer comment les travailleurs ruraux de Mendoza interprètent leur changement de statut dans ce contexte de mutation du système productif de la région.

1. Une première version de ce texte a été présentée aux X^{es} Journées de sociologie du travail (Rouen, novembre 2004). Je remercie chaleureusement Robert Castel pour toutes ses remarques.

2. Le statut de « *contratista* de vignes et d'arbres fruitiers » fut créé par la loi 20.589 du 29 novembre 1973, durant le troisième gouvernement de Juan Domingo Perón. Nous préférons ne pas traduire « *contratista* » par « métayer » car, même si les deux statuts se ressemblent, ils ne sont pas identiques.

3. Nous avons réalisé nos entretiens dans la région de Barrancas (Mendoza) au cours des étés 1995, 1997 et 1999. Nous ne pouvons donc rendre compte que des changements qui se sont produits durant cette période.

4. Durant le deuxième gouvernement de Perón, par la loi 14.397 (BO du 21/01/1955).

Être *contratista* : une pauvreté stable

La loi 20.589 de 1973 définit le « *contratista* de vignes et d'arbres fruitiers » comme « une personne qui, seule ou avec sa famille, est chargée de l'exploitation des cultures, percevant en contrepartie [une] rétribution » (art. 1). Le *contratista* bénéficie des mêmes droits sociaux que les salariés (art. 12) mais a droit en plus à un logement (art. 11), droit caractéristique du travail agricole. Les tâches spécifiques du *contratista* sont décrites de façon détaillée. Le non-accomplissement de ces tâches permet au patron d'engager d'autres travailleurs et de mettre immédiatement fin au contrat (art. 13), sans indemnités. Le contrat a une durée minimale de 1 année agricole (dix mois), mais il « est automatiquement reconduit pour une nouvelle année, sauf si une des parties notifie sa volonté de le résilier, avant le dernier jour de février de chaque année » (art. 30).

Les revenus du *contratista* se composent d'un salaire mensuel et d'un pourcentage sur la récolte. Le salaire, payé sur les dix mois de l'année agricole (de mai à février) et en fonction des hectares travaillés, est fixé par des commissions paritaires et inclut le salaire annuel complémentaire (art. 12). Le pourcentage de la récolte ne peut être inférieur à 18 %, « déduction faite des coûts de la récolte, et de toutes les activités normales résultant de la commercialisation des raisins ou des fruits » (art. 16). Dix jours avant la récolte, le *contratista* et l'employeur doivent convenir du pourcentage qui revient au *contratista*, du montant du salaire mensuel et du mode de paiement (art. 17).

Le *contratista* peut travailler avec sa famille (qui n'aura pas de salaire), mais il peut aussi avoir recours à la sous-traitance pour réaliser certains travaux. Dans ce cas, une « responsabilité solidaire est établie entre le *contratista* et l'employeur concernant la législation du travail et la Sécurité sociale » (art. 14).

La loi 20.589 définit ainsi un statut particulier, résultant de la combinaison entre les statuts du salarié et du petit entrepreneur. En ce qui concerne l'encadrement légal, la position du *contratista* s'apparente à celle du salarié : contrat de travail (CDD en l'occurrence), salaire mensuel, salaire complémentaire (13^e mois) et accès aux protections sociales (assurance-maladie, retraite et allocations familiales). Mais elle se rapproche aussi de celle du petit entrepreneur, par la gestion autonome du travail, la possibilité d'embaucher du personnel sous sa propre responsabilité et par la prise en charge de risques économiques étant donné que la plupart des revenus proviennent du pourcentage des bénéfices de la récolte.

Ce statut de « travailleur » est remis en question durant la dictature militaire (1976-1983)⁵ et a été modifié par la loi 22.163 de 1980. D'après le législateur de l'époque, le

5. Le gouvernement militaire entreprend d'importantes réformes dans la législation du travail. La loi du contrat de travail, approuvée en 1974 durant le dernier gouvernement de Perón, est modifiée par la loi 21.297 (BO du 29/04/1976) et réorganisée par le décret 390/76 du 13 mai 1976 (BO du 21/05/1976). En 1980, la loi 22.163 introduit des modifications au statut de *contratista* de vignes et la loi 22.248 abroge le statut du péon et celui du travailleur temporaire engagé pour les récoltes.

contratista ne pouvait pas être considéré comme un « travailleur subordonné atypique » car « les faits dénot[ai]ent clairement l'existence de relations de type associatif lorsque le *contratista* assum[ait] de façon autonome son rôle face au propriétaire ». Par conséquent, la nouvelle loi établissait un « contrat autonome ». Cette loi est abrogée et remplacée en 1984 par la loi 23.154⁶, laquelle remet en vigueur la loi de 1973.

Bien que la loi approuvée sous la dictature militaire ne soit restée en vigueur que quatre ans, elle a mis en relief (par opposition) un point important du statut de *contratista* : sa qualité de « travailleur subordonné atypique ». Le *contratista* bénéficie d'un haut degré d'autonomie dans la gestion du travail et du personnel. En même temps, il assume avec l'employeur les risques propres à l'activité agricole. On pourrait donc lui accorder l'autonomie juridique telle qu'elle est définie par la jurisprudence argentine. Néanmoins sa position de subordination économique apparaît clairement du fait qu'il n'a qu'un seul donneur d'ordre. Si « relation de type associatif » il y a, elle ne relie pas deux acteurs en position de symétrie.

Aux yeux des *contratistas* que nous avons interrogés, ce qui confère à leur statut son caractère atypique c'est le fait que la relation employeur/employé se double d'une affection réciproque. Le rapport patron/*contratista* est présenté comme une relation de personne à personne⁷ grâce aux espaces de négociation qu'autorise la loi (discussions sur le pourcentage des bénéfices de la récolte et sur les termes de la reconduction du contrat).

Le pourcentage de la récolte est fondamental pour les *contratistas* en ce qu'il constitue

l'essentiel de leurs gains annuels, les salaires mensuels étant très bas et parfois versés sous la forme de bons échangeables dans l'épicerie du coin. En théorie, le pourcentage (18 % au minimum selon la loi) doit être soumis à la négociation chaque année. Dans la pratique, cette négociation n'a jamais lieu : annoncé au *contratista* par un employé administratif, le pourcentage est fixé par le comptable après évaluation de la récolte et des prix des moûts de raisin et du vin sur le marché vitivinicole. Toutefois, dans l'imaginaire des *contratistas*, un élément joue fortement sur la détermination du pourcentage : il s'agit du capital de confiance et de sympathie qui existe entre le patron et son employé. Le montant serait alors fonction de « jugements personnels » basés sur la « logique du monde domestique » [Boltanski et Chapello 1999 : 107]. Ainsi, pour gagner la reconnaissance du patron et obtenir un pourcentage plus élevé, le *contratista* recourt-il à certaines tactiques. Par exemple, il fera montre d'une disponibilité supérieure à celle que prescrit la loi.

La reconduction du contrat, parce qu'elle se fait de façon automatique et tacite, témoigne, elle aussi, selon les *contratistas*, d'une relation de proximité avec le patron, plus évidente encore lorsque le contrat passe d'une génération à l'autre. Comme nous le dit un habitant de Mendoza :

Je connais aussi bien les travailleurs de la propriété que les patrons. Eh oui,

6. Du 30 septembre 1984 (BO du 1/11/1984).

7. On retrouve ici certaines caractéristiques de ce que A. García appelle « la dépendance personnalisée » [1989 : 12-13].

après tant d'années... Et toute la famille Toso⁸, je les connais tous depuis qu'ils sont tout petits. Je ne dis pas qu'on se rend visite, mais je les connais tous.

Cette connaissance mutuelle peut parfois prendre la forme d'un parrainage.

La relation entre l'employeur et le *contratista* serait donc une relation de travail « atypique », aussi bien du point de vue de la loi que du point de vue des employés. Quoi qu'il en soit, cette figure atypique de travailleur subordonné a, pendant une vingtaine d'années, assuré une réelle stabilité aux travailleurs ruraux des régions vitivinicoles argentines. Cette stabilité est observable, d'une part, dans le temps et dans l'espace, et, d'autre part, dans l'ensemble des « supports sociaux » [Castel 1995] que ce statut fournit aux travailleurs.

Aucun article de la loi de 1973 ne fait référence à la stabilité de l'emploi. Au contraire, le contrat peut être à tout moment résilié par le patron, sans donner droit à des indemnités. Dans la pratique, cependant, le contrat est reconduit automatiquement. Cette automaticité efface de l'imaginaire des travailleurs ruraux la notion même de reconduction.

Étant donné que le contrat peut être renouvelé indéfiniment, les personnes avec lesquelles nous avons parlé ont, pour la plupart, travaillé plus de dix ans dans la même propriété. Certaines ne l'ont même jamais quittée. Cette permanence crée, au fil du temps, un fort sentiment identitaire : « Je suis de chez Toso », « je suis de chez Flichman » sont des phrases qui reviennent fréquemment dans la bouche de nos interlocuteurs⁹. La propriété devient donc l'unité d'organisation de l'espace social.

Alejandra rapporte :

Ici les gens restent. Même si les propriétés sont vendues, les gens restent. On peut aller un peu ici un peu là, mais on reste toujours dans le même coin... Ce n'est pas que les gens partent pour le centre-ville ou ailleurs. Sauf ceux qui ont une maison. Il y a des gens qui se sont inscrits dans des quartiers et c'est pour ça qu'ils partent. Mais, sinon, la plupart des gens restent ici toute leur vie. Ils bougent d'une maison à l'autre, mais c'est toujours ici. Moi, au début, j'habitais au fond, maintenant j'habite plus devant.

La continuité, à la fois spatiale et temporelle, donne aux travailleurs l'impression de vivre dans un univers immuable, où tout est prévisible.

Le statut de *contratista*, en raison des droits et devoirs qu'il stipule, mais aussi en raison de son utilisation, structure une configuration particulière de supports sociaux. D'abord, des supports sociaux propres à la condition salariale : l'inscription au régime de Sécurité sociale (pensions, retraite, assurance-maladie et allocations familiales), le droit à des indemnités après une rupture de contrat abusive, et le droit à un 13^e mois. Ensuite, des supports sociaux propres au statut de *contratista*, comme le droit au logement. Enfin, des supports sociaux associés à la « socialité

8. Toso est le nom d'une famille propriétaire d'une exploitation viticole, et l'appellation du vin qu'elle produit. Arizu, Flichman, Martelén et Llorenti sont d'autres noms que l'on retrouvera dans la suite du texte.

9. Il ne s'agit évidemment pas de l'appartenance à un propriétaire mais du rattachement à un lieu.

primaire»¹⁰. Cette combinaison de supports sociaux de différents types, associée à la continuité dans le temps et dans l'espace, a permis aux travailleurs ruraux de maintenir leur univers social en équilibre jusqu'en 1995. Ils se trouvaient installés dans une pauvreté maîtrisable, telle qu'elle nous est présentée dans ce dialogue entre Alicia et Carlos :

Alicia – Ce qui se passe ici, c'est qu'après la récolte il faut attendre. Soit on est mensuel, soit on est semainier. Si tu fais la récolte du lundi au vendredi, tu sais que le vendredi soir, tu auras ta paye. Alors, le lendemain, tu peux aller acheter des tennis à tes enfants. Mais, après la récolte, il faut attendre de pouvoir travailler en tant que « mensuel ». Mon mari a un contrat mensuel. Il faut attendre tout le mois pour être payé. Beaucoup pensent que le *contratista* est celui qui gagne le plus. Mais, en fait, il gagne moins que les autres. Le salaire de mon mari, je le donnerai à qui le veut, et on verra s'il peut tenir un mois avec 250 dollars. Il pourra pas... Mais nous, nous devons faire avec. Maintenant, y a notre fils aîné qui nous aide : il a commencé à travailler par quinzaine. Mais, avant... Et les filles, elles font bien quelques petits boulots, mais elles vont bientôt se marier et on restera que les deux vieux. Y'en a qui pensent que les *contratistas* gagnent un super salaire. C'est pas le cas.

Carlos – Le seul bénéfice, comme elle dit, c'est le pourcentage de la récolte. C'est le seul.

Alicia – Ici, au début du mois de mars, le *contratista* n'a pas de salaire. Il faut attendre jusqu'à juin. Alors, on récolte ici et là et, comme ça, on peut avoir quelque chose pour ces trois mois. On peut rester deux ou trois jours sans tra-

vailer ; après, il faut sortir. Maintenant, mon mari a un contrat et on l'aide en attachant la vigne avec lui. Mais, en attendant que le pourcentage arrive, et sans salaire, il faut savoir gérer la maison avec très peu d'argent... Après la récolte, on garde un peu de farine, un peu de sucre, des choses comme ça. Et ce qui nous reste, c'est pour acheter de la viande et des légumes.

Ce qui rend maîtrisable cette pauvreté c'est la capacité de ces travailleurs secondaires à anticiper les manques, la possibilité qu'ils ont de prévoir à quel moment de l'année ils vont percevoir le pourcentage de la récolte et à quel moment ils vont pouvoir s'intégrer au marché du travail en effectuant des tâches payées à la journée ou à la semaine. Cette description ressemble à un scénario dans lequel l'entrée en scène des différents acteurs est méticuleusement orchestrée. La prévisibilité des périodes de carence et la prévisibilité des solutions apportées à ces carences produisent cette sensation de stabilité dans la pauvreté dont parlent les travailleurs ruraux.

C'est cet équilibre, assuré par le statut de *contratista*, support d'une pauvreté maîtrisable, qui commence à s'éroder entre 1995 et 1999, durant le processus de reconversion de la production vitivinicole.

10. La « socialité » (ou « solidarité ») primaire fait référence aux « systèmes de règles liant directement les membres d'un groupe sur la base de leur appartenance familiale, de voisinage, de travail, et tissant des réseaux d'interdépendances sans la médiation d'institutions spécifiques » [Castel 1995 : 49].

Devenir « travailleur autonome » : l'instabilité dans la pauvreté

La reconversion de la vitiviniculture à Mendoza entre dans le cadre des politiques d'ajustement structurel mises en place à partir de 1982 par la Banque mondiale pour réorganiser les économies des pays endettés. Les conséquences de ces politiques, largement étudiées sur les marchés du travail urbain, peuvent aussi être observées dans les zones rurales. À Mendoza, dans les années 1990, le modèle de production vitivinicole est restructuré à la suite de la crise profonde que connaît ce secteur.

La crise de la vitiviniculture est semblable à celle d'autres secteurs de l'économie fortement affectés par les épisodes d'hyperinflation des années 1980¹¹. On constate une importante chute de la consommation des vins de table¹². En 1980, la consommation était de 76,3 litres par habitant et par an ; en 1985, elle n'était plus que de 60 litres ; en 1990, de 54,2 et, en 1994, de 43,2 litres seulement [Gago et de la Torre 1996]. Divers facteurs sont à l'origine de cette baisse de la demande interne. Dans les secteurs populaires, où le vin était la première boisson consommée, cette diminution est due à une perte de pouvoir d'achat. Le vin est donc délaissé au profit de boissons moins chères. Par ailleurs, les classes moyennes changent leurs habitudes de consommation, remplaçant le vin par d'autres types de produits. Cette réduction significative de la demande interne se traduit par une dépréciation du prix du vin brut. En 1993, le prix par litre était de 0,33 dollar ; en 1994, il était de 0,21 dollar ; en 1995, de 0,14 dollar grâce à l'intervention de l'État, et, en 1996, de 0,17 dollar [Rofman 2000 : 242].

Face à l'impossibilité de récupérer le marché interne, organiser la production en vue du marché international apparaît comme un impératif. Le secteur vitivinicole se soumet à un « processus obligé de reconversion » [Rofman 2000]. Le modèle de développement local, centré sur le marché interne et fortement régulé en fonction des secteurs les plus faibles de la chaîne productive, est remplacé. Le nouveau modèle proposé par l'État vise à faciliter l'entrée des capitaux étrangers. Il implique la promotion d'activités productives de haut niveau, plus compétitives. Renouveler les vignobles et installer de nouvelles technologies devient indispensable à l'obtention de produits de plus haute qualité. Cependant, cela suppose un investissement sur la durée : la vigne, en tant que plante pérenne, nécessite entre trois et cinq ans d'attente avant de pouvoir être récoltée.

Au milieu des années 1990, aucun des acteurs du système de production local n'est à même d'assumer une telle reconversion. D'une part, les petits producteurs (propriétaires de moins de 5 hectares), nombreux dans la région, ne parviennent pas à dégager de bénéfices de leurs vignobles : pour pouvoir survivre, ils ont une activité complémentaire, soit dans le secteur public, soit en tant qu'ouvriers dans des propriétés voisines. D'autre part, les propriétaires des établissements de

11. Le taux annuel de l'inflation est de 3,079 % en 1989 et de 2,314 % en 1990.

12. À l'époque, en Argentine, la production de vin était partagée entre *los vinos de mesa* (les vins de table) et *los vinos finos* (les vins de qualité).

plus de 10 hectares, qui concentrent à eux seuls plus de 80 % de la superficie cultivée, sont incapables de faire face à de nouveaux investissements à cause de leur haut niveau d'endettement. Par ailleurs, à l'époque, ces entreprises familiales ont commencé à se diviser en raison des successions.

Les seuls acteurs économiques susceptibles d'investir dans les nouvelles technologies de production sont alors les grandes entreprises locales et étrangères (françaises et chiliennes, principalement). Ces groupes bénéficient de l'appui de l'État pour la négociation de crédits et bénéficient d'exemptions fiscales, augmentant ainsi leur capacité d'investissement. Ces entreprises achètent non seulement les caves à vin mais aussi la plupart des propriétés agricoles, transformant les petites et moyennes propriétés en grandes propriétés. S'agissant d'entreprises « intégrées », elles sont en mesure de contrôler l'ensemble du processus, de la production du raisin à la commercialisation du vin.

Comme corollaire de cette concentration, le processus de « modernisation » [conduira] à des situations de véritable misère, chômage, précarisation des conditions de travail, à une inégalité sociale croissante et à un haut niveau de conflits pour les petits et moyens producteurs [Allud 1996 : 474].

LES PREMIERS SIGNES DE L'INSTABILITÉ

Le premier signe de changement perçu par les travailleurs de la région est la suspension du paiement des salaires et les licenciements successifs. L'un de nos interlocuteurs précise :

Il y a quelque temps la propriété allait très mal. Ils ne payaient pas. Il s'est

écoulé un mois, puis deux, et ils ne nous payaient toujours pas.

67

Puis, la réduction du personnel devient évidente. Dans certains cas, le licenciement a lieu avant la vente des propriétés agricoles et des caves ; dans d'autres, après :

Celui-ci a été licencié parce qu'il n'y avait pas de travail, parce qu'ils ont vendu cette partie de la propriété.

On licencie suivant l'ancienneté du *contratista* :

Ils ont coupé le fil par la partie la plus fine. Les nouveaux sont sortis les premiers.

« Les nouveaux » sont des *contratistas* travaillant dans la propriété depuis six ou huit ans. D'après les personnes que nous avons rencontrées, les employeurs ne respectent pas leurs engagements :

Ici, ils ont vendu et ils ont laissé tous les gens sans travail. Les *contratistas*, ils les ont laissés la marmite tournée vers le sol. Ils leur ont donné une misère : 70 % du montant de l'indemnisation et adieu.

Les indemnités ne suivent pas, c'est-à-dire que ne sont respectés ni les accords informels entre patrons et travailleurs ni les taux fixés par la loi.

Les nouveaux propriétaires des terrains agricoles et des caves réduisent le nombre des *contratistas* qu'ils emploient et embauchent plus de travailleurs intérimaires. Ce choix répond, d'une part, aux exigences des nouvelles technologies, qui demandent moins de main-d'œuvre mais une main-d'œuvre plus qualifiée, et, d'autre part, à la nécessité de

réduire le coût du travail pour devenir plus compétitif au niveau international¹³.

Ces mesures modifient fortement la physiologie du marché du travail dans la région. Les emplois stables se font de plus en plus rares, et les emplois temporaires sont difficiles à trouver :

Ils ne te donnent pas de travail à la journée.

Ils ont acheté Arizu et ils n'y ont mis que des Boliviens, mais personne de chez nous.

Contrairement à ce qu'exprime notre interlocuteur, les Boliviens ne viennent pas pour occuper des emplois stables de *contratistas* mais des emplois de saisonniers. Ils ont toujours participé à l'économie régionale de cette manière. Cependant, entre 1995 et 1999, le travail temporaire (saisonnier ou non) se présente comme la seule forme de travail à laquelle peuvent accéder les anciens *contratistas*. Les travailleurs boliviens deviennent donc des concurrents. Les entreprises imposent la mobilité aux travailleurs : ils doivent être prêts à des embauches occasionnelles répondant aux besoins ponctuels du travail agricole.

Le deuxième signe de la transformation de la production régionale se lit dans le fait que les limites des propriétés deviennent indéterminées :

Ici, d'après ce que j'ai entendu dire, tout a été vendu. Je ne sais pas. Personne ne le sait vraiment. Ici, c'est Llorete maintenant, jusqu'à la rue 32. Il paraît que c'est toujours Martelén jusqu'à la rue 41. Et, de l'autre côté, apparemment, tout a été vendu. Pourtant, le *contratista* est toujours là. Je ne sais pas comment...

Pendant la récolte de 1995, même lorsque les propriétés étaient déjà vendues, l'organisation du travail restait inchangée. Les travailleurs ne savaient pas exactement pour qui ils travaillaient et jusqu'à quand.

À cette époque-là, si la continuité du contrat ne semble plus fondamentale, la continuité dans l'espace devient, elle, cruciale. Le problème majeur, pour la plupart des travailleurs, n'est pas tant de rester en marge du marché du travail en acceptant de travailler au jour le jour et au noir, mais plutôt de perdre leur logement. Le logement étant un droit pour tout travailleur agricole, le travail et la résidence formaient jusque-là une unité indivisible dans un marché du travail fonctionnant presque à plein régime. Cette unité pouvait toujours se rompre dans les périodes de chômage ou lorsque les travailleurs étaient employés par d'autres entreprises dans des régions proches. Les propriétaires mettaient toujours à la disposition de ces travailleurs au chômage des maisons en location à des prix relativement bas. Le loyer était symbolique : les expulsions faute de paiement n'avaient jamais cours. Mieux valait donner un toit aux travailleurs sans travail que risquer de voir apparaître des quartiers clandestins sur sa propriété.

Même si, jusque-là, les propriétaires préféraient offrir un logement au-delà du contrat de travail, à partir de 1995 ils commencent à vouloir effacer ce rapport de dépendance. Nécessaire à une organisation du travail qui

13. Durant cette période, la parité peso/dollar a augmenté le coût du travail en Argentine par rapport aux autres pays latino-américains.

doit fidéliser son personnel, le logement devient une charge très lourde lorsque les propriétaires recherchent une gestion plus flexible des ressources humaines.

Au début des années 1990, un groupe de propriétaires de la région de Mendoza décide de faire don de quelques hectares à l'État pour que celui-ci construise des logements¹⁴. L'Institut régional du logement propose aux habitants un modèle de maison basique, avec des possibilités d'agrandissement. Les travailleurs interrogés nous ont précisé qu'il leur était impossible de s'acheter une de ces maisons car les mensualités étaient trop élevées par rapport à leurs revenus :

On appelle ce quartier le quartier d'or parce que chaque maison a coûté de l'or.

Par ailleurs, tout comme dans les quartiers urbains, le règlement interdit l'élevage des animaux :

Quel est l'intérêt d'avoir sa propre maison si on ne peut avoir que des chiens ? Les chiens ne pondent pas d'œufs que je sache !

Ce projet est un échec : seulement vingt maisons sont construites.

Les nouveaux propriétaires des terrains viticoles et des caves, à la recherche d'une main-d'œuvre plus souple, et donc moins chère, demandent aux travailleurs licenciés de quitter les maisons situées dans leurs propriétés.

En 1999 Alejandra nous raconte :

L'année dernière, ils ont commencé à vendre par parties, et la seule chose qui est restée, ce sont ces maisons, celles que tu vois collées les unes aux autres.

Il reste aussi quelques vignobles. Mais le reste a été vendu. Avant c'était une propriété avec des caves. Maintenant, c'est plus que ce petit morceau et rien d'autre. Plus loin, tout est à des propriétaires différents. Il y en a cinq ou six [...] Pour ce qui est du travail, certaines personnes ont pu arranger quelque chose avec les nouveaux propriétaires. Mais les autres, ceux qui n'ont pas trouvé un arrangement, partent parce que les nouveaux propriétaires leur réclament la maison. Et s'ils ne trouvent pas d'arrangement, avec un contrat, par exemple, ils doivent partir parce que les maisons font partie de la propriété. Et les nouveaux ont acheté les maisons, mais sans les gens. Les nouveaux leur ont donné une date pour qu'ils quittent la propriété, mais ils sont toujours là. Par exemple, ma voisine, elle doit partir parce qu'ils avaient un contrat et que le contrat concerne la partie qu'ils ont vendue. Il y a beaucoup de gens d'ici qui n'ont pas où aller. Ici, celui qui travaille reste et reçoit une maison.

À cette date, pour la plupart des travailleurs le problème du logement reste en suspens. Même si les entreprises n'osent pas déloger leurs employés de peur de provoquer une situation sociale qui nuise à leurs intérêts, elles donnent l'ordre, malgré tout, aux travailleurs de quitter leurs maisons.

14. Le logement en Argentine repose davantage sur l'achat que sur la location. Par l'intermédiaire de différentes institutions régionales, comme l'Institut régional du logement, ou par l'intermédiaire de coopératives, l'État propose des emprunts à un taux d'intérêt très bas, sur 20 ou 30 ans, et engage la construction de logements sociaux.

La rupture du binôme travail/résidence marque le point crucial de la vulnérabilité de ces familles qui, habitant dans des conditions précaires, n'ont pas d'alternative. Elles sont prises dans un cercle vicieux imposé par les nouveaux propriétaires :

Si t'as pas de maison, ils te donnent pas de travail. Et de ce côté, y'a des maisons mais pas de travail.

Jusqu'en 1995, les maisons que ces familles peuvent louer sont celles que les propriétaires de caves n'utilisent pas pour leurs propres ouvriers. Étant donné le prix insignifiant des locations et les risques que courent les entreprises en cas d'inspection de l'état des maisons, la plupart d'entre elles préfèrent ne pas louer :

Quand nous sommes arrivés ici, Llorenti était en négociation. Nous cherchions une maison à louer, et il n'y en avait pour personne. Nous n'avions pas où aller. Le problème c'est pas d'avoir un foyer mais un endroit pour les enfants.

Avoir une maison signifie avoir un refuge, mais ils sont peu nombreux à pouvoir accéder au logement. Même si certains *contratistas* avaient eu les moyens de construire, il n'y aurait pas eu dans la région de terrains en vente pour ce faire :

Nous avons acheté un terrain là-bas, en face. Nous ne voulions pas aller vivre là-bas ; nous voulions rester de ce côté. Mais nous sommes en train de construire. L'année dernière, tout l'argent que nous avons gagné, nous l'avons mis là-dedans. Parce que, s'ils nous demandaient de sortir maintenant et si nous n'avions rien... Mon mari dit qu'il veut finir la maison au cas où... Même si on arrive

à finir que deux pièces, ça ira. Nous avons commencé à chercher pour louer mais il n'y avait pas de maison à louer. Alors, nous ne savions pas quoi faire jusqu'à ce que cette opportunité se présente. Nous nous sommes mis d'accord avec les oncles de mon mari parce que nous n'avions pas suffisamment d'argent pour acheter. Nous avons acheté avec quatre oncles de mon mari. Ils avaient plus gagné que nous avec la récolte. Alors, nous avons acheté juste une partie. Nous avons dû nous réunir parce que le propriétaire ne voulait pas vendre par petits morceaux. Il vendait tout le terrain ou rien. Alors, nous avons fait comme ça...

Ce cas est plutôt exceptionnel. Comme l'explique cette femme, la quête d'une maison devient une priorité au moment où les propriétaires des caves commencent à vendre leurs propriétés. Avant, étant donné que le contrat passait d'une génération à l'autre et qu'il donnait droit au logement, les habitants de la région n'avaient pas cette préoccupation. Aujourd'hui, avoir une maison à soi est même une condition préalable à l'embauche.

Cette restructuration de la production corrompt les piliers du modèle fondé sur le statut de *contratista* en cassant le binôme maison/travail et la relation personnelle existant entre le patron et l'employé. Un autre modèle de gestion s'esquisse, fondé, lui, sur le statut de « travailleur autonome ».

LES « FAUX » TRAVAILLEURS AUTONOMES

Durant cette période de transition, une seule possibilité d'insertion dans le marché du travail s'offre aux travailleurs de la région : travailler en tant que « travailleurs autonomes ».

Conçue pour faire bénéficier de la Sécurité sociale des travailleurs solidement implantés sur le marché du travail, cette catégorie suppose que ces travailleurs soient capables d'assumer leurs propres charges sociales. Dans les années 1990, outil de flexibilisation du marché du travail urbain grâce, d'une part, à son utilisation frauduleuse dans le secteur privé et, d'autre part, à sa surutilisation légale dans le secteur public, cette catégorie va également jouer un rôle central dans la reconfiguration de l'organisation du travail dans les régions viticoles argentines.

Dans ce nouveau schéma de gestion des ressources humaines, l'embauche sous ce statut apparaît comme une sorte de sous-traitance. Les travailleurs autrefois *contratistas* se transforment, du jour au lendemain, en fournisseurs « autonomes » de services. Ils gardent seulement l'aspect « entrepreneur » de leur ancien statut, perdant l'aspect « salarié » avec les protections sociales qui lui sont attachées.

Cette situation, bénéfique pour les entreprises, précarise davantage les travailleurs ruraux de la région qui se trouvent dans l'incapacité d'assumer les obligations propres à cette catégorie. Les coûts élevés des cotisations qui pèsent sur les travailleurs autonomes ainsi que la précarité et l'instabilité du travail agricole journalier ne permettent pas à tous les travailleurs de s'inscrire comme « travailleurs autonomes ».

Un ancien *contratista* nous confie :

Tu dois te trouver une facture pour pouvoir travailler comme journalier. Temporaire, à la journée, quoi. Comme ça, tu peux trouver quelques boulots. La question c'est d'avoir des factures, mais

elles te coûtent 70 dollars par mois. Et tu dois payer le *monotributo*¹⁵, même si tu n'as pas de travail. Et en plus des 70 dollars du *monotributo*, tu dois payer 3 % de chaque facture. À la fin du mois, combien te reste-t-il ? Rien. Alors, nous, nous avons demandé à un cousin de nous en prêter quelques-unes.

Les anciens *contratistas* deviennent dans les faits de « faux » travailleurs autonomes. Un travailleur sur dix environ est enregistré ; les autres restent invisibles dans les registres. Le seul travailleur inscrit fait donc une facture pour les neuf autres : il s'agit d'une sorte de prête-nom. En contrepartie, ces derniers lui payent le pourcentage correspondant aux cotisations de Sécurité sociale et aux impôts. Ils fonctionnent comme de « fausses » coopératives de travail, dans lesquelles neuf travailleurs sur dix restent en dehors de toute protection sociale.

Les anciens *contratistas* n'ont pas le choix. Il doivent accepter cette utilisation frauduleuse de la catégorie « travailleurs autonomes ». Cette fraude est acceptée aussi bien par les entreprises que par l'inspection du travail.

15. Le *monotributo*, « régime simplifié pour les petits contribuables », fut créé par la loi 24.977 de 1998 dans le but d'inclure, dans un paiement mensuel, l'impôt sur les revenus, la TVA et les cotisations de Sécurité sociale. En 2000, la loi 25.239 modifie la cotisation pour la retraite et introduit une assurance-maladie de base. En 2004, la loi 25.865 réorganise les catégories de *monotributistas* et y ajoute la catégorie « *monotributista* éventuel ». Avant la création de cette dernière, les travailleurs autonomes avaient obligation de payer leurs cotisations mensuelles, même lorsqu'ils ne travaillaient pas.

Cependant, pour pouvoir s'insérer dans le marché du travail dans ces conditions, les anciens *contratistas* reviennent à la « socialité primaire » en réactualisant les liens les plus forts, à savoir les liens de parenté et de voisinage [Castel 1995]. En effet, l'échange de factures repose sur la confiance. Avoir recours à des factures prêtées est le seul moyen pour les travailleurs ruraux de regagner une place incertaine sur un marché du travail en pleine recomposition.

Conclusion

La déconstruction de l'ancien modèle signifie alors non seulement la transformation de l'organisation de la production vitivinicole mais aussi la mutation des rapports sociaux existants. On passe d'une pauvreté stable à une instabilité dans la pauvreté.

Autrefois, sous le règne du paternalisme, les travailleurs ruraux comptaient sur les protections sociales attachées au statut de *contratista* et, parmi celles-ci, sur le droit au logement. Lorsque leur situation économique

devenait difficile à cause d'une mauvaise récolte, ils pouvaient toujours avoir recours à l'aide du patron. Le temps rythmé sur les dix mois de salaire et sur la prime de récolte permettait à ces travailleurs de maîtriser le présent et l'avenir.

Après la vente des propriétés vitivinicoles et des caves à vin, la généralisation de l'embauche d'anciens *contratistas* en tant que « travailleurs autonomes » fragilise la position des travailleurs ruraux sur le marché du travail. L'instabilité s'accompagne d'une grande vulnérabilité due au manque de ressources pour faire face aux nouveaux aléas : travailler au jour le jour, se procurer des factures, trouver un logement.

La mutation du système productif s'est produite sur un temps très court : entre 1995 et 1999. Lors de nos entretiens, les travailleurs n'avaient pas encore saisi l'ampleur des transformations ni le fait que cette situation d'instabilité allait durer. Beaucoup la croyaient momentanée. Aussi, dans ce contexte, devenir travailleur autonome ou « faux » travailleur autonome n'était qu'un moyen détourné d'intégrer le marché du travail.

Bibliographie

- Allud, Leopoldo** — 1996, « Globalización y modernización agroindustrial en la provincia de San Juan, Argentina », *Estudios sociológicos* 14 (41) : 473-491.
- Boltanski, Luc et Ève Chapello** — 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris, Gallimard.
- Castel, Robert** — 1995, *Les métamorphoses de la question sociale*. Paris, Fayard (« L'espace du politique »).
- De Certeau, Michel** — 1999, *L'invention du quotidien*. Paris, Gallimard.
- Gago, Alberto et Delia Ines de la Torre** — 1996, « Impactos territoriales de la reestructuración en la

agroindustria de base vitícola en la región de Cuyo ». Facultad de ciencias sociales. Instituto de investigaciones económicas. Universidad nacional de San Juan.

García Jr., Afranio — 1989, *Libres et assujettis. Marché du travail et modes de domination au Nordeste*. Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme.

Rofman, Alejandro — 2000, *Desarrollo regional y exclusión social. Transformaciones y crisis en la Argentina contemporánea*. Buenos Aires, Amorrortu Editores.

Résumé

Lorena Poblete, *De la pauvreté stable à l'instabilité dans la pauvreté. Les contratistas de la région vitivinicole de Mendoza (Argentine)*

Le statut de *contratista* est caractéristique du travail rural dans les régions vitivinicoles de l'Argentine depuis 1973. Il s'agit d'un statut particulier combinant des aspects des statuts propres aux salariés et aux entrepreneurs. Jusqu'en 1995, cette catégorie juridique a permis aux travailleurs ruraux de Mendoza (centre-ouest du pays) de maintenir leur univers en équilibre : ils étaient installés dans une sorte de pauvreté stable grâce au logement et aux protections sociales que ce statut leur assurait. Entre 1995 et 1999, lors de la transformation de la production vitivinicole dans cette région, pour pouvoir se faire embaucher les *contratistas* ont dû se transformer en « travailleurs autonomes ». Ce changement de statut, en leur faisant perdre les avantages sociaux dont ils bénéficiaient jusque-là, marque le passage d'une pauvreté stable à une instabilité dans la pauvreté.

Mots clés

contratista, marché du travail, pauvreté, région de Mendoza (Argentine), « travailleurs autonomes », vitiviniculture

Abstract

Lorena Poblete, *From stable poverty to instability in poverty. Contratistas in the wine-growing area of Mendoza (Argentina)*

The status of *contratista*, which characterizes rural labor in wine-growing areas of Argentina since 1973, combines aspects of wage-earning with entrepreneurship. Till 1995, this legal category enabled rural laborers in Mendoza (near the western border in central Argentina) to maintain a balance: the housing and benefits stemming from this status stabilized their state of poverty. Between 1995 and 1999, when wine production underwent a transformation in this area, these laborers had to become "autonomous laborers" in order to be hired. Owing to this change of status, they lost the aforementioned benefits, and their state of stable poverty was turned into a state of instability in poverty.

Keywords

contratista, labor market, poverty, Mendoza (Argentina), "autonomous laborers", wine-making